

Centre de Lutte contre l'Impunité et
l'Injustice au Rwanda (CLIIR)
Rue de la colonne 54/4
1080 BRUXELLES
Tél/Fax : +32 816 011 13
Mobile : +32 487 616 651 / +32 488 534 743
Email: info@cliir.org
Site web: www.cliir.org
[@cliir_org](http://cliir_org)



CLIIR, un regard impartial

M. Grégoire DURUZ, un chercheur suisse qui vient de passer quatre ans de recherches au Rwanda dans les domaines des droits humains et de l'éducation en situation post-conflit. Son livre « *Par-delà le Génocide : Dix-sept récits contre l'effacement de l'histoire au Rwanda* » a été publié à Yvelinédition en avril 2014

Madame Domitille raconte :

p.127 : « On m'a menotté et j'ai descendu les escaliers du bureau, en passant devant tous mes collègues les bras derrière le dos, jusqu'à une voiture double cabine. Je me suis retrouvée assise entre deux militaires qui m'ont dit qu'on m'emmenait à Butare, mais la voiture n'a roulé que jusqu'au bureau de la police criminelle de Nyarugenge, au centre de Kigali. J'ai passé devant le bâtiment plusieurs heures sous un soleil de plomb à attendre je-ne-savais-quoi. J'étais complètement desséchée lorsqu'on m'a fait rentrer. A l'intérieur, ce fut pire : je fus tabassée, bastonnée, giflée. L'inspecteur déclamait toute une série de noms présentés comme des voisins de mon père à Butare et il me demandait comment et où je les avais tués. J'étais terrifiée, ahurie, incapable de répondre. Je convins que j'étais née dans la région de Butare, dans notre maison familiale, mais j'insistai que je n'avais pas été sur place durant le mois d'avril 1994 pour la simple et bonne raison que j'habitais alors encore à Kigali. Cela l'inspecteur le savait mais il ne voulait rien entendre. Les coups se succédaient. (...)

p.128 : (...) Après ce premier interrogatoire qui me parut durer des heures, je fus transféré au cachot de Muhima, un autre quartier. Là, c'est un militaire encore très jeune, d'une vingtaine d'années, qui est venue me chercher pour une deuxième session de questions. C'était le frère d'une collègue de bureau qui avait péri durant le génocide. Il me questionna sur sa mère et sa sœur, m'accusant de les avoir tuées, et me donna des coups de pied à répétition dans les jambes avec ses bottines. J'étais en pleurs. (...) Il s'est alors approché de moi, il m'a saisi à bras-le-corps et à commencé à se frotter contre mon ventre. Je me débattis mais en vain. Il tenait un couteau qui m'a blessé au pied. Il a baissé ma culotte, m'a pénétrée, a éjaculé. Il a fait de moi ce qu'il a voulu. (...) Imaginez : un jeune homme qui me violait moi, une femme respectable de 38 ans. Par la suite, j'ai vu d'autres femmes qui ressortaient encore plus amochées d'agressions sexuelles barbares. Les séances de torture étaient quotidiennes. Nous étions là une dizaine de femme à nous côtoyer dans une cellule collective.

(...) Des militaires venaient nous rendre visite pour se défouler. Ils lançaient des briques à travers la pièce, faisaient preuve d'une violence inouïe. Le pire était d'être emmené individuellement hors du cachot. Les hommes emprisonnés dans des cachots parallèles

subissaient tout autant de violence. Au bas mot, une douzaine d'hommes sont morts durant les cinq jours que j'ai passés à Muhima. Ce genre de violence était toujours pratiqué de nuit. (...)

p.129 : (...) Je suis sortie un lundi de ce cachot pour être transféré à Butare avec une vingtaine d'autres prisonniers originaires de là (...) le trajet fut aussi traumatisant. Nous fûmes embarqués dans un minibus. J'étais la seule femme du groupe et je pris place sur la banquette arrière. Deux militaires armés étaient assis du côté de la porte coulissante. Partis en fin de matinée de Kigali, nous arrivâmes à Gitarama en moins de deux heures pour y faire ensuite une très très longue pause, étonnamment prolongée. Les militaires passèrent plusieurs heures dans un cabaret. On ne comprenait pas pourquoi.

C'est finalement très bizarrement de nuit que nous reprîmes la route en direction de Butare. Après quelques temps, le véhicule bifurqua en direction du centre de Buhanda. Les deux militaires étaient toujours parmi nous. Nous regardions les phares éclairer la route quelques mètres devant nous. Tout, autour, était plongé dans l'obscurité. Chacun se demandait où le chauffeur nous emmenait. Enfin, nous approchâmes un bâtiment qui paraissait être un bureau communal ou quelque chose du genre ; le véhicule ralentit et s'arrêta le long de ce qui semblait un immense trou, une fosse profonde. La faible lumière des phares ne nous permettait pas de bien discerner l'environnement. Sitôt le véhicule arrêté, les militaires ouvrirent la porte, l'un d'eux sortit en restant plaqué au véhicule et les six hommes qui occupaient la première banquette furent ensuite poussés dehors pour apparemment ... tomber dans l'immense trou. Sans un bruit. On ne les a pas vus s'éloigner. Tout s'est passé en quelques secondes, puis nous sommes repartis. Personne n'osait parler dans le minibus.

Nous arrivâmes quelque temps plus tard à Nyanza. Là, six autres prisonniers furent empoignés par des militaires, tirés par les cheveux et tabassés à la sortie du véhicule. Ils furent laissés sur place. Notre véhicule poursuivit sa route. L'homme qui était assis à côté de moi tremblait. Il me supplia de lui prendre sa montre qu'il disait être valeur. Je lui répondis que j'étais menottée comme lui. Sa peur n'était pas vaine. Nous fîmes une nouvelle étape à la hauteur de Kinkanga, dans une bananeraie, derrière une maison. Là encore, six autres furent débarqués pour chuter dans une fosse. Nous ne parvînmes à Butare qu'au milieu de la nuit. Nous n'étions plus que quelques-uns au fond du véhicule. Les rues étaient désertes. Notre minibus dépassa le centre-ville pour tourner à gauche sur la route principale vers la Cathédrale. Au-delà, il roula jusqu'à l'Ecole artisanale située en face du Groupe Scolaire de Butare. Cela sentait très fort l'oignon. Les cadavres étaient souvent brûlés avec quantité d'oignons pour que cela sente l'oignon plutôt que la chair carbonisée. A ce moment, un des prisonniers prit la parole dans un mélange de swahili et kinyarwanda et argumenta en disant que nous avions une destination – la prison de Butare – et qu'il fallait qu'un minimum d'entre nous y parvienne ! Comme par miracle, le véhicule fit demi-tour et nous amena au cachot de la brigade de Butare. Le bâtiment était au moins éclairé, mais nous fûmes reçus avec des coups. Les hommes furent tirés par les cheveux, la barbe. Moi, ce sont mes boucles d'oreille qu'un militaire voulut m'arracher. On nous faisait sortir accroupis chaque matin et certains étaient désignés pour être bâtonnés. Je me souviens que, juste après le transfert vers la prison centrale de Butare d'une vingtaine de prisonnières qui partageaient ma cellule, une femme fut amenée à mes côtés. Les militaires la présentaient comme une passeuse complice des Interahamwe. Elle avait été tellement sauvagement violée que du sang s'écoulait de son vagin. Et son visage était tuméfié à un point difficilement imaginable. (...) Mais celle-ci est finalement décédée le lendemain, juste avant qu'un délégué de la Croix-Rouge... arrive pour une visite du cachot. Les militaires avaient traîné le corps de la malheureuse jusqu'à une fosse qui avait été creusée au milieu d'une petite bananeraie qui jouxtait le bâtiment.

(...) J'ai commencé à lui raconter le cas de la femme violée, la maltraitance que nous subissions à tout moment. (...) Je lui décris aussi une scène choquante qui m'avait impliquée directement le jour de mon arrivée à Butare : un garde était venu dans notre cellule en demandant « *Qui est la fille de Vénuste¹ ?* » Je m'étais présentée et on m'avait emmenée. Devant le bâtiment, un groupe de femmes m'attendait avec des bâtons, elles se jetèrent sur moi et elles m'auraient tuée sur place si un militaire ne s'était pas interposé. La femme qui menait le groupe était une Tutsi voisine de mon père en ville qui avait perdu ses enfants durant le Génocide. Elle était littéralement enragée, criant qu'elle allait me couper en morceaux et me transformer en brochette... J'ai compris à ce moment que cette femme devait être à l'origine de toutes les accusations portées contre moi. Elle trouvait avec ma personne une occasion de se venger de la mort de ses enfants, mais également de celle de son mari qui était décédé soudainement avant le Génocide. (...)

(...) Quand ce n'était pas une pneumonie, la malaria pouvait emporter les plus faibles. Beaucoup aussi avaient contracté le virus du SIDA. Une vraie solidarité existait entre nous toutes au moins. On s'encourageait, on venait en aide aux plus désespérées, comme cette adolescente de douze ans dont je me souviens de l'arrivée parmi nous au mois d'avril. Deux vieilles femmes étaient avec elle mais elles ne firent pas long feu. Quelques minutes après qu'on les eut accueillies, des soldats vinrent les reprendre en les accusant d'avoir des fils Interahamwe qui avaient tué leurs parents. On ne les retrouva jamais. L'adolescente, elle, avait réussi les examens d'entrée à l'école secondaire. Elle était totalement traumatisée après avoir perdu ses parents et toutes ses sœurs, à une exception près, durant le carnage de KIBEHO.

(...) Les témoignages de souffrance extrême ou de traumatismes affluaient. Plusieurs femmes rencontrées se disaient rescapées du Groupe Scolaire de Butare ; d'autres témoignaient avoir vu des malheureux être enfermés à l'intérieur de containers ; beaucoup portaient sur eux des marques de torture, des cicatrices aux poignets due aux cordes qui les avaient enserrés, certains s'étaient vus dire par des militaires enragés : « *Je vais te frapper pour que tu ne survives que trois ans* » et, de fait, ils mouraient quelques années plus tard durant leur séjour en prison... Pour la majorité d'entre nous, l'illusion de sortir de prison après quelques jours ou semaines avait disparu à mesure que le temps passait. Avec les années, on devenait comme une « enfant » de la prison. Celle-ci devenait notre grande famille où nous réinventions un quotidien ».

Témoignage de Védaste, 52 ans : Il dénonce les arrestations arbitraires, la torture et le meurtre des détenus à l'ETAG (école) de Gisenyi.

« (...) A notre retour d'exil (du Congo), nous avons retrouvé notre petite habitation de Gisenyi mais les gens avaient peur. Il y avait des arrestations arbitraires. Des véhicules pouvaient à tout moment, s'arrêter et emmener de force des groupes de cinq ou dix jeunes. A cette époque, de nombreux enlèvements ont eu lieu suivis d'assassinats opérés en cachette. Deux de mes petits frères qui n'avaient pas encore atteint leurs dix-huit ans font partie de ces jeunes qui ont disparu de la circulation. Tout simplement embarqués dans un véhicule qui s'est arrêté devant chez nous pour soi-disant demander la route... Des hommes en civil travaillant pour le compte de l'armée leur ont suggéré de monter à bord pour leur indiquer le chemin. Moi-même j'ai été appréhendé à plusieurs reprises. Sans jamais aucun vrai motif. Toujours le même scénario : quelqu'un arrivait, demandait à vous parler et vous disparaissiez,

¹ Prénom d'emprunt.

accusé la plupart du temps d'avoir trempé dans le Génocide. Mais sans preuves, sur simple dénonciation. Riches ou pauvres, tous risquaient d'être enlevés.

Lors de ma première arrestation, il était 17 heures lorsque je rentrais à la maison dans le quartier de *Magengo*. Je fus emmené sur un site scolaire appelé « ETAG² » (*Ecole Technique Automobile de Gisenyi*) situé au centre de Gisenyi, qui avait été transformé en lieu de détention et emprisonné sur place durant sept jours au total. Cela commença par trois jours horribles passés dans un container de vingt pieds (6,1 mètres) utilisé en temps normal pour le transport de marchandises. Nous devions être une cinquantaine de détenus, entassés les uns sur les autres dans une pénombre quasi-totale sans aucun moyens de sortir. Je sentais que la vie me quittait progressivement, que je devenais comme une statue inerte, sans humanité. Dans un deuxième temps, après avoir profité de je-ne-sais quelle faveur, je fus transféré pour quatre autres jours dans un cachot aménagé dans une *igikarane*, une ancienne maison de gardien de prison qui servait de lieu de détention après le Génocide tellement les prisons officielles étaient déjà pleines de détenus. Même dans cette cellule que je partageais avec douze compagnons, les conditions étaient éprouvantes. Nous recevions deux poignées de grains de maïs cuits par jour. Les grains n'étaient pas bien nettoyés, du sable craquait sous nos dents... Des treize prisonniers que nous étions, seuls quatre ont survécu à ce séjour. Un à un, certains de mes camarades étaient désignés et emmenés pour ne jamais revenir. On entendait parfois des cris de détresse à l'extérieur et c'était fini. Les gens étaient tués à coups d'*agafuni* ou de petit marteau. Alternativement, certains étaient ligotés, bâillonnés hissés sur une potence jusqu'à ce que mort s'ensuive. Dans ce cas, de faibles gémissements étaient audibles. J'ai compris l'origine de ces gémissements en voyant une fois de mes propres yeux un homme suspendu alors que j'allais vider notre saut à urine hors de notre cellule. Ce genre de torture était pratiqué dans des maisons abandonnées. Enfin, l'entassement de prisonniers dans des containers – tel que suggéré avant - était un autre moyen redoutable de mise à mort. On y laissait les gens dépérir sans aucune nourriture et, une fois les prisonniers affaiblis, un feu était parfois allumé dans un trou creusé sous le container... Ses occupants étaient échaudés. C'était monstrueux. J'ai pu entendre plusieurs fois au milieu de la nuit des cris effroyables quand j'étais moi-même enfermé dans un container parallèle. Les prisonniers criaient et frappaient avec les quelques forces qu'il leur restait contre les parois en appelant à l'aide. Nous savons aussi que, parfois, les captifs étaient achevés à coups de couteau ou marteau, comme on assommerait des cochons. (...) Je me disais intérieurement que mon tour arriverait bientôt. (...) Il y avait quatre containers utilisés à des fins de détention plus deux autres qui servaient d'entrepôt. Au réveil, les containers étaient toujours vidés de tout corps mais ils étaient maculés de sang frais. Nous retrouvions à l'intérieur des couteaux, *agafuni* ou marteaux et, dehors, à une certaine distance, on pouvait apercevoir de gros trous recouverts de terre qui, la veille, n'existaient pas. (...) C'est ainsi que les containers servaient et resservaient encore. Il s'en trouvait à ma connaissance dans le périmètre de l'ETAG ainsi que sur le terrain de la Gendarmerie près de la frontière avec le Congo. Des prisonniers pouvaient passer trois jours sur tel site puis trois autres jours sur un autre. Il y avait de nombreux déplacements de prisonniers. Généralement, ceux qui passaient des cahots aux containers, étaient condamnés à mourir. Il m'est impossible d'articuler un nombre mais beaucoup sont morts. Tout était organisé par l'armée et mis en œuvre par des gardiens qui portaient des uniformes. (...)

² Il s'agit de l'Ecole Technique Automobile de Gisenyi qui débuta ses activités en 1992 et rouvrit, après la période de conflits, en 2002. Il dispense une formation pour des apprentis mécaniciens et électriciens.